



Nation, patrie, identité

6 septembre 2019

« Nous sommes ce que vous fûtes ; nous serons ce que vous êtes. »

Quand prendrons-nous le temps de définir ce qu'est être nationaliste, patriote ? Quand nous pencherons-nous sur notre identité ? Nous ne confondons ni l'un ni l'autre, et nous aurons ce soir longuement disserté sur ces trois points essentiels de notre doctrine. Car, avec Casimir Delavigne :

...j'aime à vanter la France.

Qu'elle accepte en tribut de périssables fleurs.

Malheureux de ses maux et fier de ses victoires,

Je dépose à ses pieds ma joie ou mes douleurs :

J'ai des chants pour toutes ses gloires,

Des larmes pour tous ses malheurs.

1. Tour de table

La tradition française est riche d'une abondante production pour caractériser et définir la « Nation ». On se souviendra de la conférence donnée en 1882 à la Sorbonne par Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* Il évoquait ce « principe spirituel » fondé sur le passé et le présent, la possession en commun d'un riche legs de souvenir et la volonté de continuer à faire valoir l'héritage reçu indivis. Ces efforts de la communauté, ordonnés dans la longue suite de l'histoire, ne sont ni les fruits du hasard, ni l'œuvre d'un horloger méthodique : ce sont les pièces du grand puzzle qui ne s'achève jamais, tant qu'il y aura des gloires à célébrer ou à préparer – car la « nation » est ce passé commun qu'on désire actualiser, dans le présent et dans ce qu'il donne à voir de grand, d'inspirant.

Quels sont les critères de notre identité ? Nous entendons parler de religion, d'histoire, de famille, de sang. Auront été mentionnées les racines. Quid du peuple et de la politique ? Un peuple est-il le dépositaire d'une identité collective qui le distinguerait d'autres peuples ? L'homogénéité paraît plus illusoire qu'elle ne serait jamais réelle. L'identité se partagerait entre la dimension politique, la dimension culturelle, la dimension biologique, la dimension charnelle. Ce que nous sommes, ce qu'ils furent, ce qu'ils seront : tel semble être l'axe de lecture de l'identité collective, et nous nous retrouverons dans nos morts, nos traditions, nos promesses et nos enfants. C'est la poésie de l'identité qui semble au cœur de tous les patriotes et nationalistes qui auront participé à cette discussion.

Qui sommes-nous ? Cette question prête à sourire. La réponse va-t-elle pourtant de soi ? Se connaître comme Français est essentiel, mais qu'est-ce exactement ? Au sentiment national, vibrant au creux de nous comme une note fondamentale, il faut répondre par la densité d'une conscience étayée et sûre d'elle. La certitude de soi vient avec l'appropriation complète de soi. Comme nationaliste et patriote français, cela impose de connaître ce qui, en France, sa Patrie et sa Nation. Ces repères sont pour l'individu comme pour le collectif des ferments d'incarnation, des nourritures pour le sens qu'il convient de donner à son intégration au « tout » de la communauté. La Nation serait l'union organique d'un peuple pour se protéger – elle existe comme conscience volontaire et présence matérielle pour la préservation du peuple et de sa culture.

S'agit-il du plus vaste des cercles communautaires sur le territoire, au-delà de la famille, de la paroisse, du village, de la cité, de la région ? Dès lors que ce cercle se brise, l'individu se trouve nu et vulnérable. Nous aurons, lors du tour de table, évoquer ce que doit être et faire un Français : il se doit de connaître l'histoire de son pays, de l'aimer, de vouloir sa grandeur, de parler sa langue et de contribuer à sa culture et son développement. L'éducation à la connaissance comme à l'amour de la Nation semble en berne en ce début de XXI^{ème} siècle. Il conviendrait, dans les familles, d'en raviver l'habitude.

C'est à chaque instant que la Patrie respire en nous, transpire de nous autres qui devons pour elle avoir les soins d'un fils pour sa mère. D'ailleurs, qu'est-ce que la « patrie », sinon le radical latin *pater*, « le père », le sol ancestral que les aïeux ont cultivé, bâti, où ils ont vécu et fondé société ? Qu'est-ce que la « nation », sinon le radical latin *nascor*, « naître », la communauté des vivants d'un même peuple et de ceux qui naîtront de ce peuple, parents et enfants ?

2. Qu'est-ce qu'être français ?

Nous avons parlé de la terre de nos pères, nous avons prononcé le nom de la patrie et frémi, car c'était comme entendre « les pas connus ou la voix d'un ami » ; cette contrée « que les dieux complaisants formaient pour être heureuse », nous l'avons présentée longuement, nous en avons goûté la douce évocation.

Nous aurons mûri longuement ce mot de « patrie » pour y déterminer l'un des éléments de notre identité. Qu'est donc le « père », dans l'œil de l'enfant ? Il est symbole de génération, de domination, de valeur ; il est cette figure qui inhibe, qui castré, disent les psychanalystes ; il est cette figure de l'autorité que personnifient chefs, patrons, professeurs, rois, Dieu. Le rôle paternel est conçu pour dissuader ou décourager les efforts d'émancipation : son influence s'exerce dans la privation, il est une limite, une dépendance. Le père est cette conscience face aux pulsions instinctives, indifférenciées, à ces élans spontanés de l'inconscience. Il éclaire dans le magma des imprécises émotions. L'autorité traditionnelle s'oppose aux forces nouvelles que le principe du changement séduit. Les mythes originels en sont nourris, le père se confond avec le ciel, avec l'absence, la perte, le vide, l'effacement que seule comble la génération.

Le potentiel symbolique des pères est inestimable pour la transcendance, d'après Paul Ricoeur, car les pères sont moins les géniteurs – la mère endosse ce rôle – que les « donneurs de lois » ; à l'image du ciel, du Seigneur, le père est une image de la transcendance ordonnée et juste, et « le père des origines se mue en Dieu qui vient. » Ainsi les pères, la patrie, sont à la fois archaïques et prospectifs, car la génération suggérée se fait régénération, naissance et renaissance permanente. Son influence confine à celle de l'idéal, de l'héroïsme, puisque le père, c'est celui qu'on veut égaler et devenir. Qu'est donc la « Patrie », dans sa réalité matérielle comme immatérielle, sinon cette pesanteur symbolique qui toujours nous y ramène ? Nous ne disposons, à travers elle, d'une maigre portion de « droits de naissance » qu'au prix d'une kyrielle de responsabilités, de devoirs, d'obligations filiaux. Cette tradition symbolique et prescriptive nous vient du fond des âges et Dagda Eochaid Ollathir, « père de la race », « Dis Pater », n'était-il pas celui dont tous les Gaulois se disaient issus ?

De cette première approche, nous pouvons relever quelques critères d'identification des Français – et nous aurons d'ailleurs remarqué qu'il est autrement plus facile de définir ce que ne sont pas les Français, mais nous aurons l'occasion d'y revenir. A supposer qu'ils participent des mêmes « pères », les Français sont comme les membres d'une même famille élargie, ce qui entraîne des caractères physiques, moraux et culturels communs. Comment dès lors imaginer qu'un mercenaire venu d'aussi loin que les hauts plateaux du Tibet pourrait se prétendre « Français comme les autres » ?

Il ne le pourrait qu'au prix d'un long chemin d'abnégation, de sacrifice et d'abandon : il devrait non seulement accepter d'agir, penser et vivre en France comme les Français, mais encore pour compenser sa non-appartenance à la famille des Français, il devrait aussi apporter la preuve constamment renouvelée de son attachement à la France par un déploiement considérable d'amours et, surtout, de preuves authentiques de cet amour de la France qu'il nous faut exiger de tous. Les nationaux français qui appartiennent, par la naissance, à cette grande famille étalée depuis mille ans sur le grand arbre de notre histoire ne peuvent se cacher derrière ces gouttes de sang français s'ils ne sont prêts à les verser pour la nation. Ceux-là ne sont pas patriotes et sont de mauvais français. S'il faut se montrer critique à l'endroit des gouvernements français, s'il y a un bilan équilibré à faire de toutes les périodes de notre histoire, par les temps qui courent, il est indispensable d'affecter d'aimer sa patrie au point de souhaiter qu'à l'heure des combats, nulle faiblesse n'entachera le courage ou l'honneur de « servir sous les drapeaux ».

S'il faut aimer verser son sang pour la France, s'il faut avoir confiance en son gouvernement pour ne mener que des guerres justes – et nous en conviendrons, les temps sont durs pour la confiance du peuple en son gouvernement – alors il faut avoir à l'esprit que c'est bien parce que ce sang français, nous le partageons. Même si la communauté est peu précise, elle n'en demeure pas moins fortement ressentie, car ce sang qui bouillonne en nous résonne de notre ancien lignage *françois*. Cette relation étroite et complexe à soi nourrit notre conscience ethnique, puisque le Français sait qu'il

n'est à nulle autre pareil, en ce monde – qu'importe s'il s'agit d'un mythe ou d'une vue de l'esprit, cette posture sert un but opératoire et thérapeutique : n'oublions pas que la Nation comme la conscience nationale, qui la précède, sont nées en France dans des situations de vulnérabilité du territoire et des institutions – nous y reviendrons.

L'ascendance commune nous fédère et la III^{ème} République, hérissant les campagnes et les bourgs de nombreux monuments aux morts, portant la mémoire des prénoms de tous ces malheureux morts à la guerre, honoraient, non sans cynisme, ceux qui joignirent trop tôt les disparus de la grande famille des Français. Le sang et les origines, pour un peuple historique comme le nôtre, nourrit la conscience nationale, alors il ne faut pas être avare du sang comme de la sueur que nous pourrions verser pour accroître le trésor – matériel comme immatériel – national.

Cette position peut paraître dure, intransigeante et dogmatique, mais elle aura été largement partagée par l'ensemble des intervenants : s'il est permis de questionner la légitimité d'un gouvernement, de sa politique, l'amour de la France, de son histoire, n'est pas négociable. Comme l'écrit par ailleurs Marcel Gauchet, « l'Histoire obsède le Français » : la longue aventure de notre beau pays, depuis le baptême de Clovis et jusqu'à la France gaullienne, doit peser sur nous de toute la forte impression qu'elle sait produire, et de chaque événement il faut se nourrir, pour connaître et les gloires et les malheurs, afin de construire les premières et d'éviter les seconds, pour le futur.

Cette « volonté » personnelle et collective, qui nourrit le nationalisme et s'appuie sur d'autres critères pour déterminer ce qu'est un Français, n'est qu'une vanité dérisoire si elle n'entraîne aucune traduction politique : on ne veut pas vraiment être un Français quand on refuse de vivre comme un Français, quand on épouse globalement les codes culturels et les modes de vie qui nous arrivent d'outre-Atlantique ou d'outre-Méditerranée. Henri IV voulut-il que chaque laboureur de son royaume pût mettre le riz pilaf ou le *fish and chips* au pot le dimanche ? Plusieurs fois, nous aurons ri de quelques évidences partagées entre nous, mais il convient d'aborder ici un autre critère d'identification du bon Français : s'il est membre de la grande famille française, s'il partage avec les autres des critères physiques et moraux, il doit partager des critères culturels. Ce sont les « mœurs » de Montesquieu, ce sont les us et les coutumes, ces habillages plus ou moins temporaires qui donnent corps et relief aux fondamentaux.

L'identité nationale n'est autre que cet ensemble de traits culturels communs. En dresser la liste est difficile : nous sommes aveugles à ces obscurités évidentes, à ces multiples certitudes dont la banalité ne nous afflige plus, puisqu'ils sont les invisibles essentiels – toujours présents, jamais questionnés, ils sont là, *simplement*. Qui s'étonne de voir les campagnes hérissées de calvaires ? Qui se moque des bals populaires dont nos villages se font une spécialité et qui redeviennent « à la mode » auprès des jeunes générations ? Nous pourrions allonger ce compte rendu de tous les exemples qui ont été évoqués. Allons plus loin encore, ces reliefs moraux et culturels nous traversent avec toute la profondeur de l'histoire longue, et nos rapports sociaux s'en trouvent changer.

A lire Stendhal, c'est évident : on n'aime pas en France comme on aime en Italie ou en Allemagne. Rappelons que c'est dans le royaume de France, quand les chevaliers s'ouvrirent aux choses de la musique et de la poésie, quand ils écoutèrent ou se firent trouvères et troubadours, que s'institua durablement une certaine idée de la relation de l'homme à la femme, du preux à sa dame : celle-ci devenait l'inaccessible Graal, qu'il convenait d'honorer par de brillants exploits, par la démonstration des plus grandes vertus. Dévoilé dans l'action et la pratique, peut-être, cet idéal traverse les siècles et donne leur couleur à nos *Gestes*, à nos romans courtois, à notre littérature du XVIII^{ème} siècle autant qu'à nos manuels de savoir-vivre de la fin du XIX^{ème} siècle, qui placent la femme, la demoiselle, l'épouse au cœur de la relation mixte : madame décide quand la conversation commence, quand elle prend fin, quand la maison reçoit, quand l'invité s'en va, etc. Julien Sorel n'y échappe point dans ses rapports à Madame de Rênal, même si l'auteur grenoblois nous donne à voir les fruits d'une passion dévorante et contradictoire. D'un certain côté, Stendhal aura eu les plus fines remarques sur les contrastes du génie des peuples, ainsi quand il écrit : « La France produit les meilleurs grenadiers du monde pour prendre des redoutes à la baïonnette, et les gens les plus amusants. L'Italie n'a point de Collé et n'a rien qui approche de la délicieuse gaieté de la Vérité dans le Vin. »

C'est une autre piste de recherche. Dans nos arts, dans les œuvres laissées à la postérité par nos aïeux qui prirent le temps de les composer pour nous, nous devons trouver la rengaine de cette belle musique française – et ce n'est là qu'une métaphore, nous parlons bien de tous les arts. Il y a chez Claude Lorrain un art de peindre à la française ; il y a dans la chanson de Roland, un art de l'aventure à la française ; il y a dans nos assiettes une longue tradition de la bouche française. Il n'y a plus que les Français les plus écervelés pour croire le contraire : à l'étranger, nul ne s'y trompe, et l'estampille « Française » suffit à dorer l'étiquette de n'importe quel produit de consommation, par association.

3. Qu'est-ce que faire nation ?

Beaucoup de nos hommes politiques s'attachent à décrire le sentiment national comme une volonté d'attachement, mais vouloir suffit-il ? Le débat naît certainement avec « l'Affaire Dreyfus », tournant de la vie politique française à l'orée du XX^{ème} siècle. « Qu'est-ce qu'une nation, une race ? » se demande-t-on dès 1897.

Selon René Rémond, de l'antidreyfusisme émerge le nationalisme ; plus généralement, l'Affaire transfère de gauche à droite un ensemble de notions, de sentiments et de valeurs. L'appel au peuple, le populisme social, l'antiparlementarisme, le patriotisme, le militarisme, autant de notions plus ou moins nouvelles dont la « droite » en France serait bientôt la pleine incarnation. Pourtant, de nos discussions émergera l'idée que « vouloir » ne suffit point ; sans aller jusqu'à décréter qu'il faudrait épouser l'ensemble du corpus, nous pouvons sans faiblir décider qu'on ne s'improvise pas nationaliste, qu'il faut être l'arbre qui s'enracine et tend haut ses feuilles.

Pour parler la langue française en bon Français, il faut penser cette langue, son histoire et sa substance, il faut avoir goûté dès l'enfance le vin de la patrie, être la pousse qui jaillit de son sol. Le papier ne suffit guère à faire un bon Français, de même que la « nation civique » ne saurait se confondre avec l'idée qu'on serait français comme on détiendrait une quelconque carte de fidélité pour un magasin. Le fer de l'action, le feu de la volonté doivent s'unir sur l'enclume du temps pour forger ce que doit être la France, cet ensemble de Français conscients d'être unis dans leur chair et dans leurs désirs. « Résoudre chaque question par rapport à la France » doit être le *vade-mecum* du nationaliste. L'impératif national est cette boussole infaillible.

Il faut guetter l'instinct, le sentiment intuitif, l'émotion et l'enthousiasme : ces quatre forces nourrissent le goût et l'amour de la nation, quand la raison vient plaquer sur le nationalisme ses expressions politiques immédiates et de plus longue durée. Le déracinement constitue alors un authentique danger, un péril pour le sentiment national, puisque l'individu déraciné ne peut recourir qu'au secours de sa raison pour questionner la nation et sa légitimité – en cédant aux sirènes du rationalisme, celles qui donnent à croire que la raison serait indépendante de toutes les influences, puisqu'elle se suffirait.

Aujourd'hui, nous sommes éparpillés, divisés et troublés ; mille volontés individuelles s'opposent à la cohésion de la « nation », aidées par le poison corrompeur de la déconstruction qui atteint dans sa chair le nationalisme. Sans la conscience commune de notre but, de nos ressources et de nos fondamentaux, comment ferions-nous encore nation ? Comment être autre chose qu'un collier de perles individuelles ? Les mouvements des uns font les tracas des autres : il n'est aucune cohérence là où l'harmonie n'est qu'un leurre. La sclérose nous guette peut-être, car nous n'avons plus collectivement la même ambition du souverain bien pour le peuple français, pour la nation – nous ne faisons plus nation, quand nous ne sommes qu'un équipage perdu sur son navire, incapable de coordonner nos efforts. Nous nous offrons à la gueule ouverte des monstres des confins, trop obsédé de nos nombrils.

Faire nation, c'est être nationaliste, c'est considérer que la sauvegarde des intérêts nationaux et l'exaltation des valeurs nationales sont deux inclinations essentielles, c'est prendre conscience que nous formons une communauté en raison des liens ethniques, culturels, moraux et sociaux qui nous unissent. Ce lien national, le seul qui n'étrangle jamais, doit nous rattacher à nos racines : il faut se l'approprier, individuellement et collectivement, en réaction à la décadence française, comme un moyen de souffler la vie dans ce corps anémié qu'est devenu notre patrie.

Nous ne pouvons nous reposer sur l'unité d'un loyalisme dynastique, sur l'abstraction d'une foi commune ; nous avons pourtant la conscience organique de ce que nous sommes, qu'importe qu'elle soit le fruit d'un édifice historique, elle n'en est pas moins vibrante et puissante que la conscience nationale des Tommies ou des Teutons. Notre collectivité est le fruit d'une histoire, qu'il faut connaître, puisque c'est justement l'histoire qui nous révèle, en miroir, les critères d'identification et les prescriptions de comportement – l'histoire les désigne, les fixe, les consacre.

Aujourd'hui, quand nous chantons « Vive la France, vive la Nation ! », nous chantons la terre qui nous vit naître et les morts qui nous y précédèrent. Si les inspirations suggérées par Ernest Renan sont intéressantes et proposent de beaux sentiers pour la réflexion, il convient de dépasser l'idée que la « nation » serait un esprit – la formule est dangereuse, nos ennemis en tirent aujourd'hui de funestes conséquences. Cette définition appartient aux tirailleurs de la logique, aux docteurs ès chicaneries.

Nous possédons en commun la mémoire, l'habitude, l'idéal héréditaire français. Les âmes de nos morts conjuguent à la nôtre leur énergie pour produire la conscience nationale et tout nationaliste, s'il se veut digne de l'étiquette, doit aller à la rencontre de cet héritage personnel et collectif. Ainsi commence la défense de l'organisme national, par un effort de préservation. Combien d'entre nous ignorent l'histoire de leur propre famille au-delà des grands-parents ? Combien ne vont plus chez le grand-père que pour recevoir la piécette à Noël ? Indignes fils, ingrates filles ! Faire nation, c'est pourtant fonder la permanence et y construire un avenir conforme à l'esprit national. Nous prolongeons nos ancêtres comme nous serons, plus tard, prolongés par nos enfants. Le nationaliste doit agir, en politique, conformément à l'horizon de leurs travaux, de leurs joies et de leurs peines, de leurs réussites et de leurs ruines, pour mieux saisir « ce qui est permis et ce qui est défendu », et sans ramener la piété du ciel sur la terre, il convient de protéger la terre de nos morts comme le berger protège la vallée.

Ces dispositions invitent à l'intransigeance : la nationalité, définie en droit comme le lien juridique et politique qui rattache un individu à un Etat souverain, ne peut s'attribuer qu'en vertu de conditions strictement définies et non-négociables. Il ne peut exister un « commerce » de la nationalité : tel qui rit vendredi en français ne peut pleurer dimanche en égyptien ; nous aurons condamné avec la dernière fermeté les négociants de la nationalité qui voudraient qu'on puisse devenir citoyen français « sur demande » : nous avons déjà évoqué ce long chemin de braises que doit être le parcours de tout étranger qui veut prétendre à l'obtention de la nationalité française ; nous aurons parfois divergé : certains sont partisans d'une exclusion pure et simple et de toute possibilité d'obtention de la nationalité par naturalisation ; d'autres, au contraire, sont favorables au maintien de cette possibilité, même rendue virtuellement impossible, car elle donne à la puissance publique des outils de dissuasion et de pression sur les individus qui, « habitants » le territoire, font la démonstration d'une trop faible volonté de souscrire à cette vieille prescription : « Si fueris Romae, Romano vivito more; si fueris alibi, vivito sicut ibi. »

4. Où trouver l'identité nationale ?

Revenons à l'histoire du sentiment national. Au cours du Moyen Âge, « nation » a un sens précis, puisqu'on appelle nation un groupe d'hommes à qui on attribue une origine commune. C'est un terme associé, souvent, aux populations « barbares » et nomades qui ne se fixent durablement qu'après l'errance et le déplacement – on trouve le terme chez Isidore de Séville, notamment. Ces peuples, isolés par la langue et les mœurs, sont les « nations » que voient passer les autochtones. Plus tard, à l'université, les

écoliers sont groupés en nations : on en compte quatre à Paris, la française, la normande, la picarde, l'allemande – plus tard remplacée par l'anglaise. Toujours au Moyen Âge, ce sera la langue d'énonciation qui distinguera, dans les champs et les mines, les « Allemands » des autres, dans l'Est, mais la « nation » ne sera guère qu'un lien parmi les autres, puisqu'il y aura d'abord l'appartenance à la chrétienté, puis les liens du « domicile habité » : on est chrétien, puis bourguignon, puis français. La « *patria* » antique se maintient au Moyen Âge, mais elle désigne une collectivité territoriale, un « pays », une seigneurie, un village. On est « seigneur du pays de... », on parle du « pays de Bigorre » ou du « pays de Caux » et la « coutume du pays », la « *consuetudo patriae* », distingue les natifs locaux des « estranges » ou « extranei ». La « *patrio propria* » est concrète, immédiate, limitée, et s'intègre parmi les autres dans la chrétienté, la « *patrio communis* ».

Pour autant, le sentiment national, idée moderne, apparaîtra tôt parmi les éminences du royaume de France. Dès le début du XII^{ème} siècle, *Francus* cède le pas à *Francigena* et à « *franceis* » qu'on lit dans la *Chanson de Roland*, qui donnera « *françois* » ; rapidement le monarque capétien sera-t-il indifféremment désigné *rex Francorum* et *Rex Franciae*. En 1297, dans une lettre adressée au pape, l'archevêque de Reims écrit que les habitants du royaume doivent participer à la « *defenso regni et patriae* ». Le royaume, peu à peu, devient la « *patria communis* » et Guillaume de Nogaret justifiera son attitude envers le pape en évoquant son devoir de défendre le roi et la « *patriam suam regni Franciae* ». En d'autres termes, les Français savent depuis longtemps qu'ils vivent dans le royaume de France, mais la conscience nationale n'émergera que lentement et sera le fruit d'une maturation patiente. Une dualité particulière au territoire sera un premier obstacle, mais l'influence du pouvoir royal sera déterminante pour insuffler le sentiment d'appartenance à une nation unique au sein du peuple comme au sein de l'élite – notons que le premier embrassera plus rapidement cette conscience nationale que la seconde.

La « religion royale » devint bientôt sentiment national et la guerre de Cent ans aura eu un impact sans précédent dans l'histoire européenne. Dès la mort de Charles IV, le « droit national » l'emporte sur le « droit dynastique » pour légitimer les prétentions de Philippe VI. Apparaîtront alors ces expressions prometteuses : « *natio gallicus, natio gallicana* » ; contre la nation ennemie, la nation française s'affirme, se définit, s'impose ; la *patria* désigne le royaume et les « naturels français », ceux qui sont nés et habitent le royaume. En quelque sorte, les rois capétiens ont eu le sentiment national avant leurs sujets et les ont entraînés, suscitant en eux cette « conscience nationale » que la Révolution consacrerait et que le XIX^{ème} siècle, sous des formes étonnantes et contradictoires, exalterait. Ce qui distingue ces périodes, c'est que l'Ancien Régime n'avait pas le souci d'uniformité qui caractérise les Etats modernes, après 1789 : l'unité de la nation s'accommodait parfaitement de la pluralité de statuts individuels dans l'organisation sociale, le loyalisme national ne prenait pas ombrage du particularisme national.

Nous aurions pu aller encore plus loin dans l'examen du sentiment national, pour mieux savoir ses origines et son histoire. L'identité nationale est étroitement liée à celle-

ci, puisque l'identité se définit comme la permanence d'un sujet et d'un objet dans le temps – notons qu'il ne peut y avoir d'identité sans rapport entre deux éléments reconnus comme identiques. L'identité est moins une chose qu'un système de relations et de représentations, ce qui explique la pénible analyse que nous pourrions faire de ce qu'est l'identité nationale. Celle-ci ne nous est pas seulement donnée par la nature, elle n'est pas « simple contenu » d'une tradition qui nous est transmise et que nous devons, à notre tour, transmettre, elle est aussi une invitation à la participation des décisions et des projets qui inscrivent la France dans sa continuité historique. Nous ne sommes pas de ces Amérindiens condamnés à secouer les oripeaux plumeux de leur identité, accompagnés par la mélodie sinistre d'une flûte. L'action et le geste sont deux traits de notre identité nationale, qui n'est rien sans les outils de sa propre narration, comme l'indépendance et la souveraineté nationales.

L'identité nationale se communique, se transmet, se présente, s'offre à la vue du prochain. Elle est comme au-dessus de nous tous, entité culturelle secrétée par les fondements matériels et symboliques consacrés par l'histoire. Sa cohérence et son efficacité se mesure aux affinités qui tissent entre nous des liens qui n'existent guère entre nous et « les autres ». C'est parce que nous sommes forts de ces liens identitaires que nous pouvons aller, dans le respect et la prudence, à la rencontre de cette altérité qui plaque sur le monde cette mosaïque de la diversité que les ennemis de tout sentiment national cherchent à briser pour fondre tous ces éléments dans le magma de l'indifférencié. C'est la distance qui me permet d'apprécier l'autre avec respect. Les frontières existent pour protéger toutes les identités nationales et leur permettre d'exister – où est la haine de la différence, quand nous désirons rendre à la planète sa richesse et sa variété, là où d'autres veulent nous plonger dans la boue de l'uniformité ?

La portée universelle du génie français est aussi sa grande faiblesse. Nous en discuterons peut-être, un soir prochain, les fondements et les développements. Ce soir, nous aurons surtout discuté ses dérives et les problèmes entraînés par ce turbulent héritage : il est plus que jamais nécessaire d'aller au contact des auteurs qui ont construit le socle théorique et doctrinal de notre bord politique, pour comprendre que « l'universalisme des droits de l'homme » n'est pas une spécificité française, qu'il s'agit d'un outil au service des gouvernements et de leurs laquais pour organiser l'atrophie progressive de nos forces vives. Contre cette nébuleuse anesthésiante, qui dilue dans le gras des paresseuses intellectuelles le sel de notre intelligence, il faut aller à la rencontre de notre histoire, de notre patrimoine, de notre géographie, de nos arts et métiers pour comprendre ce qu'est notre identité, ce qu'elle doit être, pour s'en nourrir et de cette sève nationale se renforcer. Le Français, aujourd'hui animal blessé, n'a plus le luxe de perdre son temps. Il doit lire, entendre, observer, goûter, mesurer, toucher, réfléchir tout ce qui fit, fait et fera la France *in saecula saeculorum*. Il doit se souvenir, dans la joie comme dans la peine, avec Nérée Beauchemin :

Oui, mon pays est encor France :

La fougue, la verve, l'accent,

*L'âme, l'esprit, le cœur, le sang,
Tout nous en donne l'assurance :
La France reste toujours France.*

Références, indications bibliographiques

Barrès M., *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1902.

Beaune C., *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985.

Johannet R., *Le principe des nationalités*, Paris, 1918.

Lestocquoy J., *Histoire du patriotisme en France des origines à nos jours*, Paris, 1968.

Lognon A., *Formation de l'unité française*, Paris, 1969.

Maurras C., *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937.

Rémond R., *La Droite en France*, Paris, Aubier, 1954.

Renan E., *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, 1882